

JOURNEE MONDIALE DES TOILETTES 2016

*Célébrée chaque 19 novembre, la journée mondiale des toilettes revêt un caractère important compte tenu de la place qu'occupe l'assainissement dans les programmes de développement des pays. Pour cette année, le sujet central est "**Toilettes et emplois**". A l'occasion de cette journée, le Directeur National de l'ONG internationale Habitat for Humanity Côte d'Ivoire a lancé la phase pilote de l'ATPC.*

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en 2015, sur les 7 milliards d'habitants du monde, 2,4 milliards de personnes ne disposent pas d'un système d'assainissement amélioré, et un milliard de personnes continuent à déféquer en plein air. En effet, une personne sur dix n'a pas d'autre choix que de déféquer à l'air libre et un mauvais assainissement augmente le risque de maladies et de malnutrition, en particulier pour les femmes et les enfants.

En 2003, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a affirmé que la perte de productivité due à des maladies causées par un manque d'assainissement et de mauvaises pratiques d'hygiène est estimée dans de nombreux pays à hauteur de 5% de leurs PIB. Ces maladies sont surtout de type diarrhéique essentiellement causée par une mauvaise hygiène et une mauvaise qualité de l'eau ; ce qui tue chaque année environ 315 000 enfants selon des études de WASH-watch en 2016. L'absence de toilettes dans notre environnement immédiat a des effets négatifs sur la performance au travail. En effet, la transmission des maladies au travail est en grande partie causée par de mauvaises pratiques d'hygiène. Ce taux constitue 17% des décès enregistrés.

Dans les pays en voie de développement, notamment en Côte d'Ivoire, le nombre de décès à cause du manque d'assainissement et de mauvaises pratiques d'hygiène ne cesse de croître. L'accès à l'assainissement amélioré en milieu rural reste très faible en Côte d'Ivoire. Seulement 8,2% de la population rurale a accès à des latrines familiales non partagées dites « améliorées » (EDS-CI-3, 2012). Les populations qui n'ont pas de latrines évoquent l'absence de moyens financiers pour s'en approprier et/ou sont convaincues que les latrines ne sont pas nécessaires.

Selon le JMP 2014, la couverture nationale a été améliorée de 15% en 1990 à 22% en 2012 (10% en milieu RURAL et 33% en milieu urbain) contre un objectif de 58% en 2015. Cependant, il est très peu probable que cette cible soit atteinte parce que le pourcentage de la population pratiquant la défécation à l'air libre est très élevé, en particulier dans les zones rurales (28% au niveau national, 6% dans les zones urbaines, et 51% dans les zones rurales).

Les 10 années de crise dans le pays a réduit la performance du secteur, notamment l'allocation des ressources financières provenant des ressources nationales et externes. L'assainissement rural étant une priorité particulière a souvent été mis en marge dans les programmes nationaux de développement et même dans les situations d'urgence.

Face à ce constat alarmant, l'ONG internationale Habitat for Humanity Côte d'Ivoire a initié en milieu rural un projet pilote et novateur qui est l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC). Ce programme vise principalement à susciter un changement dans le comportement sanitaire des communautés rurales plutôt qu'à construire des toilettes pour elles. Cela passe par un processus de sensibilisation au niveau social, stimulé par des facilitateurs à l'intérieur ou à l'extérieur des communautés ciblées.

A cela s'ajoute, un autre axe important de la stratégie qui est la promotion et la valorisation des matériaux locaux pour la construction des latrines avec les briques en bloc de terre stabilisée. La zone de lancement de ce projet pilote est la région de Dimbokro.

L'action proposée vise à éliminer la pratique de la défécation à l'air libre (DAL) par le biais de l'approche ATPC. Elle vient donc renforcer le taux de desserte en infrastructures d'assainissement en milieu rural réduisant ainsi la morbidité et la mortalité des maladies oro-fécales des populations. De plus, l'amélioration des infrastructures d'assainissement se traduira dans les villages par une amélioration des conditions de vie des femmes et des jeunes filles par la protection de leur intimité.

L'ONG internationale Habitat for Humanity Cote d'Ivoire a initié l'ATPC pour mettre en place un système durable d'assainissement pour 5.000 personnes bénéficiaires issues de 1.000 ménages. Ce programme vise à mettre fin à la défécation à l'air libre de 20 villages témoins dans la commune de Dimbokro. La méthode ATPC contribue à l'atteinte de l'objectif général de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la santé des populations rurales. Ce vaste programme permettra ainsi d'accroître durablement l'accès aux services sociaux de base des populations rurales en matière d'assainissement et d'hygiène dans les villages de la Région du N'Zi.

Selon le Directeur National de l'ONG, M YAO Jean-Jacques, « *Cette phase pilote du projet vise à certifier plusieurs villages à l'éradication de la défécation à l'air libre avec l'implication du Ministère de tutelle, de la Direction de l'Assainissement et du Drainage (DAD), des autorités administratives et coutumières. A terme, 1.000 ménages disposeront chacun de latrines et d'un dispositif de lavage des mains avec de l'eau et du savon, 5.000 personnes bénéficieront d'un système d'assainissement amélioré et 20 villages seront visés par l'atteinte du statut FDAL (fin à la défécation à l'air libre)* ».

Pour rappel, Habitat for Humanity est une organisation non gouvernementale, à but non lucratif, d'origine américaine dévouée au service des couches vulnérables. La mission essentielle de Habitat for Humanity est de construire des logements sociaux à moindres coûts pour les familles à revenu modeste et les personnes défavorisées.

En Côte d'Ivoire, Habitat for Humanity est présente depuis 1999. En plus du logement, Habitat for Humanity Cote d'Ivoire contribue efficacement à l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables, c'est-à-dire les handicapés, les orphelins et enfants vulnérables, les veuves et les jeunes à risques. Plus 2.000 personnes ont bénéficié de logements à moindres coûts et plus de 100.000 personnes vulnérables ont accès à l'eau potable.

